

Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité·e·s du mercredi 9 novembre 2022 par visioconférence, de 9 h à 10 h

Toutes les organisations étaient présentes. Pour l'UNIRS, Gérard Gourguechon et Patrice Perret. C'est Marylène Cahouet de la FSU, organisation qui a pris l'initiative de cette réunion, qui anime.

La FSU rappelle que cette réunion non prévue a pour objectif de combler un manque. En effet, nous avons mis une option sur une éventuelle action nationale le 17 novembre, en réservant une grande salle à la bourse du travail de Paris, mais n'avions prévu une réunion que le 23 novembre... En ce 9 novembre, nous devons décider de ce que nous souhaitons faire le 17 novembre. Des départements prennent des initiatives notamment contre le PLFSS 2023, nous devons les développer. La FSU a envoyé un modèle d'intervention auprès des élu·e·s et des matériels qu'elle va envoyer aux 8 autres organisations.

La CGT informe qu'elle a réuni ses instances qui ont pris en compte d'autres actions, notamment le 10 novembre, qui demandent de la préparation et ne permettent pas une mobilisation le 17. De plus, les équipes ont exprimé leur ras le bol de monter à Paris. Bref, la CGT ne participera pas à une action à Paris, elle continue les actions départementales, est disponible pour une éventuelle conférence de presse nationale...

La LSR est sur la même trajectoire que la CGT, elle ne prévoit pas de monter à Paris, mais elle ne s'oppose pas à un rassemblement des parisien·ne·s.

La CGC rappelle son expression de la précédente réunion, elle est sceptique quant à la présence de délégués à la bourse du travail de Paris. Il serait ridicule de regrouper peu de monde et de constater l'absence de journalistes. Les régions travaillent bien sur la rencontre avec les élu·e·s.

La CFTC ne souhaite qu'une conférence de presse le 17 novembre.

Solidaires constate aussi des mobilisations dans les départements contre le PLFSS et des interpellations des élu·e·s. Dans la période d'actualité du PLFSS, le G9 doit s'affirmer et peser sur les élu·e·s. Au minimum, en complément des actions locales, une conférence de presse nationale pourrait se tenir, si possible avec l'appui de parisien·ne·s. Mais cela n'aurait pas de sens si l'ensemble du G9 n'en faisait pas partie.

UNRPA - Ensemble & solidaires ne voit que peu de montée à Paris et sent les réticences à rencontrer les élu·e·s, à mobiliser. Elle souhaite une conférence de presse nationale le 17.

La FGR-FP est sur la même position. Les angoisses montent et se concrétisent sur la crainte de pénuries énergétique et alimentaire. Une montée à Paris n'est pas dans les têtes. Il faut rencontrer les élu·e·s, tenir une conférence de presse à Paris.

La FSU constate que toutes les organisations éprouvent des difficultés à mettre leurs équipes en marche alors que cela s'avère nécessaire. Elles ont une perception dégradée de ce monde des élu·e·s, doutent qu'il soit possible de changer quelque chose, ce qui rend difficile une initiative le 17, sauf si Paris peut mobiliser seule... il faut faire émerger la voix des retraités.

La CGT ne souhaite pas une initiative riquiqui le 17, il faut trouver une autre date, décaler la conférence de presse. La plupart des élu·e·s parisiens ne s'ont plus de permanence, il faut aller les voir à l'Assemblée. On a fait des choses, mobilisé le 6 octobre. La méfiance envers les élu·e·s doit nous inquiéter.

Le 6 décembre se tient un CA de l'Agirc-Arrco, la CGT annonce déjà qu'elle fera quelque chose.

FO avait avancé cette idée de rassemblement à la bourse du travail de Paris le 17 novembre, mais en précisant bien que nous allions voir ce que donnait la mobilisation sur le terrain. La réservation de la salle peut être annulée sans problème. Une conférence de presse peut se tenir au siège d'une organisation. Que fait-on le 17 ? Les équipes sont un peu réticentes à une rencontre avec une personne élue qui ne nous a jamais reçus, mais envisage de discuter avec des parlementaires plus accessibles. Nous devons faire en sorte qu'il se passe quelque chose sur le terrain. La date de mobilisation peut être reculée au moment où le texte revient à l'Assemblée pour aller dire « élu·e·s, nous avez-vous entendus ? ». La FERPA a envoyé une motion aux gouvernements européens sur l'inflation, en leur demandant d'agir immédiatement (seule la CFDT ne l'a pas votée).

FO insiste sur le problème des élu·e·s qui ont amendé, parfois modifié le texte, mais ont subi le 49.3 du gouvernement qui a tout annulé. Aller les voir n'est pas la meilleure chose à faire, la cible est le gouvernement, donc les préfets. Au sujet du grand âge et de la perte d'autonomie : **FO** suggère de prendre contact avec les directeurs d'établissement qui expliquent que ce n'est plus viable, que la moitié d'entre eux veulent démissionner. Il conclut que nous devons reculer le 17 au jour du vote solennel de la loi.

La FSU appuie le recul du 17 à un moment symbolique tout en continuant à mobiliser les équipes qui agissent aussi sur le pouvoir d'achat, la perte d'autonomie. Le HCFEA a émis un avis négatif sur le PLFSS, cette évolution de l'avis est due à notre présence. Les départements qui n'ont que des élu·e·s RN ne peuvent rien faire, donc ils doivent intervenir auprès du préfet. Le grand âge est un sujet dont nous discuterons le 23. D'ici là, il faut un remue-ménage dans les départements, qui est bien relayé en général dans la presse locale. Au niveau national, notre demande de rencontre des groupes parlementaires a reçu peu de réponses.

FO confirme que seuls les Verts ont répondu. Elle a relancé Panot pour la Nupes, une personne a promis de s'en occuper... **FO** insiste sur la défense de l'Agirc-Arrco, sur le problème du transfert de la perception des cotisations par les Urssaf, ce que refusent toutes nos organisations ... ainsi que les sénateurs. Le G9 peut mobiliser sur ce refus du transfert, qui fait consensus entre les 9, qui représente un des éléments de la réforme des retraites : une fois que le gouvernement aura récupéré les cotisations, il pourra en faire ce qu'il veut.

La LSR tente de contacter les élu·e·s sur le 49.3 qui met en cause la démocratie. Le préfet n'est qu'une chambre d'enregistrement et envoie souvent son directeur rencontrer les délégations. **FO** répond que le préfet a obligation de transmettre au gouvernement.

La CGC rappelle que le transfert des cotisations des retraites complémentaires sera effectif le 1^{er} janvier 2024 en l'absence de réactions. Les agents vont perdre leur boulot.

La FSU pense que les rencontres avec les préfets seraient peu lisibles actuellement, elle préfère des rassemblements devant les préfectures début décembre.

La plupart des élus de la majorité ne sont pas homogènes, il faut aller les voir.

Solidaires fait part de ce qui pourrait figurer dans le relevé de décisions : les équipes agissent sur le pouvoir d'achat, la santé et la perte d'autonomie, les 9 ont permis que le HCFEA émette un avis négatif du PLFSS. Il faut aller voir les élu·e·s, ou bien, si les parlementaires sont dépités par la confiscation de leur rôle par le 49.3, ou si tous les élu·e·s sont RN, il faut voir le préfet. La réunion des 9 le 23 discutera d'une action contre le transfert des cotisations des complémentaires à l'Urssaf.

Pour la FGR-FP, aller voir un préfet, c'est entériner la concentration des pouvoirs. La population ne parle que du problème de l'énergie et de l'augmentation des prix. Le PLFSS doit être abordé sous l'angle du pouvoir d'achat et de la sécurité énergétique et alimentaire.

Pour une manifestation des retraité·e·s le 6 décembre devant le siège de l'Agirc-Arrco, la CFTC est pour, la FSU souhaite que chaque OS y réfléchisse et rappelle que FO et CGC étaient contre le 6 octobre, FO précise qu'elle serait d'accord pour une action contre le transfert des cotisations mais sera contre un rassemblement devant le siège Agirc-Arrco où le paritarisme peut encore s'exercer.

La LSR pense qu'après les actions du 6 octobre, du 10 novembre, ... nous pouvons ne rien faire d'important avant Noël, car il faut bien préparer.

La FGR-FP souhaite « inverser la charge de la preuve ». Les élu·e·s se disent comptables des équilibres financiers, alors qu'ils sont responsables de la dégradation des conditions de vie. La FNSEA annonce que les prix alimentaires vont exploser.

Relevé de décisions adopté par les 9 organisations :

Nous constatons que les équipes, à tous les niveaux, agissent sur le pouvoir d'achat, les moyens pour la santé et l'aide à l'autonomie. Au Haut Conseil de l'Âge (HCFEA), notre intervention a pesé pour que l'avis sur le PLFSS 2023 soit négatif.

Nous confirmons la nécessité d'interpeller les parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, sur la base du communiqué national et de l'argumentaire. Les élus doivent s'expliquer sur les besoins non satisfaits pour la santé et sur le budget des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) qui régresse par rapport à l'inflation.

Les départements qui ont en face d'eux des élus dépités par la confiscation de leur rôle par une succession de 49.3, ou bien uniquement des élus RN, peuvent aller voir le préfet, représentant local du gouvernement qui met à mal la démocratie et qui est responsable de la situation dans laquelle sont de plus en plus de personnes, dont des personnes retraitées plongées dans l'insécurité énergétique et l'insécurité alimentaire et fragilisées dans les établissements de santé et les EHPAD.

L'idée de « faire un temps fort » sur Paris (montée nationale d'équipes venant des départements et conférence de presse nationale) le 17 novembre est abandonnée. Une conférence de presse nationale sera tenue, mais après le 17 novembre.

Les 9 organisations se reverront le 23 novembre, tireront le bilan des actions sur le PLFSS, décideront des initiatives futures, notamment contre la récupération, par le gouvernement via l'URSSAF, des cotisations des complémentaires retraites. Il faudra fixer la date d'une conférence de presse nationale, axée principalement sur le PLFSS 2023 et sur les questions de niveau des pensions face notamment à l'inflation.

En tout état de cause, les 9 organisations de retraité·e·s seront « avec les actifs » dans la lutte contre le recul de l'âge de départ en retraite et contre l'allongement de la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein.

Prochaine réunion : mercredi 23 novembre à 10 h au local de la CGT.